

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la Justice

Arrêté du 25 mars 2020 portant cessation de fonctions et nomination (régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal judiciaire de Lille

NOR : JUSB2008561A

La garde des sceaux, ministre de la justice,

*Vu le décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;
Vu l'arrêté du 7 mars 1996 habilitant le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des juridictions civiles et pénales ;
Vu l'arrêté du 9 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;*

ARRÊTE

Article 1

Il est, à compter du 1^{er} mars 2020, mis fin aux fonctions de Madame Sandra BOUVOT (MASSE), secrétaire administrative, en sa qualité de régisseuse titulaire au tribunal judiciaire de Lille.

Article 2

Il est, à compter du 1^{er} mars 2020, mis fin aux fonctions de Madame Elise LARDEUR, greffière, en sa qualité de régisseuse suppléante au tribunal judiciaire de Lille.

Article 3

Madame Coralie CUVILLEZ, adjointe administrative, est, à compter de la date de la passation des comptes, nommée régisseuse titulaire au tribunal judiciaire de Lille.

Article 4

Madame Isabelle DELEPLANQUE (BOULLET), secrétaire administrative, est, à compter de la date de la passation des comptes, nommée régisseuse suppléante au tribunal judiciaire de Lille.

Article 5

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Douai, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait, le 25 mars 2020

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Par délégation,
P/le sous-directeur des ressources humaines des greffes
La cheffe du bureau des carrières et de la mobilité
professionnelle,

Aude TORCHY



REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la Justice